



“Comment les scandales non-clarifiés minent la crédibilité de l’Etat et détruisent la conscience de la communauté de destin de notre nation.

Il est des prises de parole qui vous révelent au destin. Celle d’aujourd’hui en est une. Le Cameroun se meurt, sous les coups de boutoir des scandales en rafales. Comme l’est un homme mourant d’une tuberculose occasionnée par le bacille de Koch, notre pays meurt d’une « scandaleuse » occasionnée par le bacille de la complaisance que semble afficher la plus haute autorité de notre pays devant les scandales en série donc l’effet est de détruire la conscience d’une condition nationale commune et partagée, tant ces scandales mettent en lumière la différence de condition entre une caste qui s’empiffre des milliards captés à l’occasion des opérations qui génèrent ces scandales et la condition que partage la grande majorité des Camerounais de vivre sous un étiaje permanent de ressources.

Pour beaucoup, cette complaisance qui aura favorisée la montée en audace et en puissance

des predateurs presumés de la fortune publique est imputée à celui-la qui a le monopole de décider de l'opportunité des poursuites pouvant aboutir à une juste punition infligée par le pouvoir judiciaire à des aigrefins costumards qui trustent la haute administration et lui ont fait perdre son honneur.

Devant la série de scandales cités, la CANGate, la COVIDGate, le PADGate, le fait le plus troublant est d'entendre énoncer les mêmes noms de certains très proches collaborateurs du Chef de l'Etat, énoncés suivis de l'écho assourdissant de son silence, lui qui est pourtant le "maître des horloges", un silence que le peuple finit par assimiler à une marque de son mépris pour sa sensibilité, certains allant même, posture plus grave, à y voir une indication d'une certaine complicité objective entre ces suspects et lui, le détenteur de l'autorité suprême de l'Etat au Cameroun.

Au cas où la distance physique qui s'est établie entre lui et le peuple ne lui ont pas permis de le savoir, il est temps qu'il soit informé de ce que le peuple camerounais voit jusqu'à la limite cette indifférence passive devant des indices de crimes compulsifs contre ses intérêts, crimes dont sont soupçonnées des personnes portées à leurs fonctions par sa signature en tant que « maître des horloges » .

Le Cameroun se meurt d'un système entretenu par des vautours qui l'étrangle sous le garrot d'une « scandaleuse » dont l'incidence financière négative cumulée est subodore entre pour certains de l'ordre 2250 milliards F, soit juste un peu moins que la moitié du budget courant de l'Etat, ou environ 10% du PIB courant du pays, quand les sommes évoquées par diverses sources sont de 2 000 milliards F pour la CANGate, 200 milliards F pour la COVIDGate et 50 milliards F pour le PADGate.

Ces montants impressionnants ne suscitent malheureusement pas une manifestation à hauteur comparable d'une réelle volonté politique d'éradication définitive du fleau de la « kleptocratie » qui semble être la pratique systématique et systématique des administrations ayant des liens connus et visibles avec la haute administration de la Présidence de la République.

Les Camerounais sont donc hantés par une terrible question: le Chef de l'Etat, le « Père » est-il ou pas au fait de ces méfaits? Et pourquoi les mécanismes classiques de clarification et d'assainissement de ce type de maldonnés, pensant aux audits, aux enquêtes de police judiciaire, aux contrôles administratifs et judiciaires, pourquoi tous ces mécanismes ne sont pas actifs ?

Pourquoi faut-il qu'il y ait toujours une interférence de la Présidence de la République pour contrecarrer des initiatives d'assainissement ??? Et qu'elles raisons empêchent le Président de la République à agir et à se vir, puisque qu'il est établi en fait et en droit, qu'il en a le pouvoir, l'autorité; en même temps il en porte la responsabilité ultime ?

Miser sur l'oubli par le public comme stratage?me

A titre d'illustration, la variante la plus re?cente de la scandalose, le P ADGate, offre le tableau totalisant tous les indices d'une organisation maffieuse bien rode?e ou? rien ne semble fortuit ou laisse? au hasard: favoritisme, violation des re?gles de base de la gouvernance financie?re publique (la governance breach) conflit d'inte?re?ts, surfacturations, blanchiment d'argent dans les paradis fiscaux.

Dans une Re?publique Exempleire, s'assurer de la personne du suspect face a? un tel faisceau d'indices est un pre?alable et rassure le peuple de la de?termination du pouvoir a? nettoyer l'e?curie. Cela passe par une garde a? vue suivie d'un mandat de de?po?t pendant la dure?e de l'instruction, entendu par ailleurs que de telles mesures contribuent aussi 5 prote?ger le suspect car beau- coup de protagonistes peuvent agir pour qu'il soit silencieux a? jamais.

De manie?re surprenante, alors que le " flight risk" – tentative de fuite d'un suspect – est ici flagrant, on a assiste? au spectacle ine?dit d'un suspect identifie? relaxe? et autorise? a? orchestrer une campagne d'autoblanchiment tout azimut sur les me?dias et sur les re?seaux sociaux, alors que le fait que le dossier soit en cours d'instruction interdit une telle pratique. Le but de la manoeuvre est clair : banali- ser cet e?pisode pour se payer l'oubli du peuple. Ne soyons pas surpris que dans les prochaines semaines, il n'y ait plus dans les tablo?ds et les RS qu'une vague allusion a? cette grave situation...

Violation de la Loi

Une autre variante de la « scandalose » est fournie par le COVIDGate. Pour faire semblant de s'aligner sur les exigences des partenaires de Brettonwoods, on a confie? a? la Cour des Comptes un audit du compte d'emplois de fonds Covid 19 rec?u du FMI. Nos braves magistrats se sont mis au travail...

Un travail tre?s se?rieux qui a conduit a? la production d'un rapport de 350 pages dont la loi pre?voit une pre?sentation au Parlement. La date est fixe?e et les prota- gonistes informe?s. C'est alors que s'est produit l'inacceptable, avec une interfe?rence du pouvoir exe?cutif . La pre?sentation du Rapport n'aura pas lieu, un cas d'empie?tement du pouvoir exe?cutif sur les missions du pouvoir judiciaire et du pouvoir le?gislatif, en fait, une violation de la loi proche d'un crime contre la Re?publique.

La Justice et ses magistrats sont l'ultime rempart du citoyen. Entraver leurs missions est un acte absolument inacceptable. Et lorsqu'une telle forfaiture e?mane de la Pre?sidence de la Re?publique, ce sont les fondements me?me de la Re?publiques qui sont e?branle?s

D'autant plus qu'elle intervient a? la suite d'un autre scandale, la CANGate dont on veut

aujourd'hui utiliser les clameurs des événements pour enterrer le gouffre financier dont elle aura été la cause. Parti d'un budget de 600 milliards F, la facture à l'arrivée ressort à près de 2000 milliards F.

Lorsque ce dérapage des coûts a été observé, nous sommes de ceux-là qui ont réclamé le minima en matière de gouvernance: un audit financier pour mettre à jour les malpratiques et les corriger. Cette recommandation somme toute républicaine n'a pas été retenue. Bien au contraire, davantage de pouvoirs ont été confiés à ceux-là même dont le pilotage était à tout égard questionnable.

Choisir le changement du paradigme de gouvernance ou précipiter la fin du régime

Le Chef de l'Etat a à faire face à une gageure, lui seul leadership de qui se sont développés les soupçons qui taraudent aujourd'hui l'esprit du public. Si persiste sa non-activité depuis les anomalies observées en série alors, il s'expose à voir le contrôle réel qu'il a sur les opérations financières de l'Etat être questionné par l'opinion.

Tous les citoyens ont vu être défectueux tous les mécanismes de contrôle qui encadrent une gouvernance saine en matière de marchés publics. On nous parle désormais de sormais de marchés spéciaux pour contourner les mécanismes autobloquants des dérives qui violeraient les principes de la meilleure offre et du paiement du service rendu.

On nous parle aussi des « task force » pour légitimer la constitution d'une véritable bande organisée à la manière de la bande à Bono" de sinistre mémoire, d'authentiques semi-analphabètes en matière de management des projets et de processus technico-financiers.

Par leurs pratiques, ces gens ont imposé dans notre pays une société duale qui fonctionne désormais sur deux ponts: le pont supérieur où ils se retrouvent avec des patrimoines observables se chiffrant en dizaines de milliards F et ne pouvant absolument être justifiés par leurs soldes de fonctionnaires même après 1000 années de carrière au sommet de l'indice de leur fonction, un pont inférieur où se marchent sur les pieds les citoyens lambda ravaleés au rang de passagers clandestins dans le bateau de leur propre pays.

Voilà la réalité de la société qui s'étale sous la lumière crépule de cette ère. Pour de primant que peut être l'état dans lequel se trouve le pays, baisser les bras est toutefois une option absolument interdite.

Bien au contraire, la « scandaleuse » devrait être le son du glas qui doit tirer le Président de la République de sa léthargie et le convaincre à prendre des mesures énergiques qui répudieraient de l'esprit des citoyens tout soupçon de complicité ou toute proximité d'intérêts avec les braqueurs de la République que nous continuons à penser, par

naïveté diront certains, qu'ils ont trompé sa vigilance et abusé de sa confiance.

A défaut ou le cas échéant, une complaisance persistante à l'égard de ces figures honnies du peuple contribuera à pousser les citoyens vers une résistance politique pacifique pour mettre un terme à ce qui au fil des jours et des épisodes perd la figure d'un Etat au service du peuple, mais tend à devenir davantage une machine au service d'un intérêt exclusif de conservation du pouvoir, en s'appuyant sur un système de toutes les hontes, alors que l'intérêt général aura été jeté hors d'un train qui roule à grande vitesse vers le mur de la désunion nationale.

Nous sommes beaucoup de Camerounais à avoir cru au rêve et à la promesse d'une République Exemplaire. Plus même, nous avons été de ceux qui se sont engagés, à notre corps défendant, en nous livrant au désespoir et à la colère un grand nombre de compatriotes qui se sont interrogés sur le sens d'une pareille option. La réponse était simple : nous croyions à une vision.

Au réveil, le constat prend toutes les couleurs d'un gâchis innommable. Et si persiste le contrôle observe que les opérateurs de la scandaleuse ont sur les rennes de l'Etat, il sera d'un devoir sacré de tout patriote de s'associer à une marche politique pacifique déterminée pour mettre fin à ce système. C'est un but qu'un réarmement citoyen et un sursaut patriotique ont les moyens de parachever.

Et si cette perspective se précisait, que le peuple se prépare à livrer pour la gagner dans une perspective eschatologique la mer des batailles contre ces apatriotes qui aujourd'hui accumulent des fortunes pour les jours à venir, fortunes qu'à défaut d'un programme politique pertinent, ils comptent utiliser pour s'imposer au pouvoir...

Voilà l'enjeu d'aujourd'hui et de demain que cache la scandaleuse. Et les Patriotes, armés de l'amour du pays, de l'énergie d'une mobilisation en masse critique, de l'intelligence stratégique acquise par l'expérience, vaincront".

P.S. Je dédie cette tribune à deux compagnons de lutte : Christian Penda Ekoka, qui rejoindra nos ancêtres ce samedi et Pius Njawe, mon « demi-frère » parti trop tôt. Nous continuerons le combat qu'ensemble nous avons commencé, jusqu'à la victoire.

Sa Majesté Celestin BEDZIGUI

Président du Parti de l'Alliance libérale (Pal), élu local

